



mfi agence multimédia

radiofranceinternationale 104 avenue du président kennedy 75016 paris france

téléphone : 00 33 1 44 30 87 30

mfi@rfi.fr

N°478 **Une stratégie francophone pour Copenhague**

09.11.22 **IEPF: des activités multiples**

(MFI) L'IEPF, en charge de la coopération multilatérale francophone dans le domaine des changements climatiques, a des activités multiples qui vont de l'information à la formation, en passant par l'aide-projet pour les pays membres ou le soutien dans le cadre des négociations internationales et multilatérales.

L'IEPF a mis sur pied de nombreux projets qui touchent à la fois au développement durable et au climat. Il assure notamment le secrétariat exécutif de Médiaterre. Ce portail (www.mediaterre.org) est une source importante d'informations et de nouvelles portant sur le développement durable, l'environnement et l'énergie, en langue française. Depuis 2002, cet outil sans égal dans la Francophonie rassemble une vingtaine de portails qui produisent quelque 3 800 dépêches par an. Depuis sa création, Médiaterre connaît une forte croissance: près de 32 millions de pages sont consultées par an par des visiteurs de plus de 100 pays. En juin 2008, un nouveau portail Québec-Canada s'est greffé à Médiaterre.

De la Tunisie à Madagascar en passant par le Vanuatu, maîtriser les énergies renouvelables

L'action de l'Institut s'est également focalisée sur l'identification des techniques et des technologies appropriées utilisant notamment les énergies renouvelables, ainsi que sur les mécanismes institutionnels et financiers visant leur maîtrise sur place. Cette action se fait par l'élaboration et la diffusion de guides et de monographies, l'organisation d'ateliers et de séminaires et la mise en œuvre d'actions pilotes de terrain. Les objectifs sont de contribuer à apporter une réponse durable aux besoins énergétiques de base des populations rurales et péri urbaines, besoins actuellement couverts principalement par la biomasse et ses dérivés, d'accompagner la transition vers les formes et modes modernes d'accès et d'utilisation de l'énergie, et de maîtriser les technologies d'énergies renouvelables comme le solaire, l'éolien, le micro hydraulique ou la géothermie. L'OIF, à travers l'IEPF, a régulièrement soutenu les pays francophones d'Afrique dans ce processus ainsi que la formation dans les pays en développement membres.

L'Institut a par exemple contribué à développer l'énergie éolienne en Tunisie, avec l'aide du gouvernement du Québec et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'IEPF est aussi derrière la microcentrale hydro-électrique établie à Madagascar qui a permis, avec l'aide de la communauté française de Belgique, d'alimenter en énergie une population riveraine et des installations agricoles. De même des efforts ont été effectués dans l'électrification de cinq îles de l'Archipel du Vanuatu, où un centre de santé et des écoles sont désormais alimentés par l'énergie solaire. Des techniques d'économie d'énergie transmises au Bénin ont aussi permis d'épargner des sommes d'argent considérables, sans oublier les effets bénéfiques du programme d'approvisionnement en énergie mis en place. A Ouagadougou, une formation a permis à des stagiaires du bâtiment d'apprendre à utiliser des outils d'évaluation des pertes d'énergie poste par poste, en proposant des méthodes rapides d'évaluation financière des économies réalisées ou réalisables.

De même, toujours au Burkina Faso, une revue par les pairs de la Stratégie nationale de développement durable du pays s'est déroulée à Ouagadougou en décembre 2007. Des experts des pays pairs, provenant du Canada-Québec, de la Côte d'Ivoire, de la France, de la Guinée, de Madagascar, du Niger, du Sénégal et du Togo, ont présenté les résultats de cette revue.

Améliorer la capacité des États

Un autre programme de l'IEPF, inscrit ainsi dans le Cadre Stratégique Décennal (CSD), appelle à « *contribuer à l'intégration des PED/PMA francophones à l'économie mondiale* » et particulièrement à « *améliorer la capacité des États à faire valoir leurs intérêts et à susciter des concertations permettant l'échange d'information et, le cas échéant, le développement de positions convergentes lors des forums internationaux* ».

Concernant la préparation de la Conférence de Copenhague, l'organisation a tenu des ateliers de concertation et d'échange de points de vue entre négociateurs et ministres de l'Environnement des pays francophones, qui devraient aussi se réunir à Copenhague. Ces ateliers et réunions préparatoires ont été organisés en 2009, parallèlement aux rencontres inscrites au processus préparatoire de l'Onu et de l'Afrique : Alger, Bonn et Nairobi en mai et juin, Bonn en août, Bangkok et Addis Abeba en octobre.

Des études sectorielles préliminaires d'adaptation au changement climatique en Afrique ont été produites dans le cadre du projet NECTAR sur les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de l'eau et l'assainissement, de la forêt, du bâtiment, des transports, en partenariat notamment avec le ministère français des Affaires étrangères et le programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE). Ces études ont été complétées et enrichies lors de deux ateliers organisés respectivement à Dakar et à Nairobi en juillet 2009.

Marie Joannidis

Échanger et converger : négociations mode d'emploi

(MFI) Au fil des ans, l'IEPF a préparé des guides pour les négociateurs, des notes de décryptage ainsi que des publications spécialisées en langue française.

Le *Guide du négociateur en environnement* est devenu une référence. Ainsi des traductions en anglais et en espagnol sont même envisagées. Destiné aux responsables des questions environnementales, cet outil simplifié vise à donner, en amont des grands rassemblements internationaux, les données nécessaires pour une bonne compréhension des enjeux sur des questions énergétiques, de l'environnement et du climat. La confection des guides imprimés francophones a été systématisée depuis la Conférence de Montréal en 2005. Mais déjà, au milieu des années 1990, l'IEPF accompagnait des négociateurs en environnement à l'aide d'ateliers préparatoires aux conférences sur les questions environnementales. Il a organisé récemment des écoles d'été sur les négociations internationales.

Ces négociations sont en effet caractérisées par la complexité croissante des enjeux, dont les dimensions multiples nécessitent des domaines de compétence aussi nombreux que variés. Or, les pays francophones en développement participent souvent à ces négociations avec des délégations peu nombreuses et peu préparées. Les concertations francophones, même si elles ne donnent pas systématiquement lieu à des positions communes à l'intérieur de la Francophonie, en raison souvent d'intérêts différents, n'en constituent pas moins des moments privilégiés d'information, de formation ou tout simplement de "*désenclavement*" des négociateurs francophones du Sud. Elles peuvent donner lieu parfois à un rapprochement des positions des uns et des autres, voire même, dans certains cas à l'adoption de positions convergentes de la Francophonie permettant l'élaboration d'une stratégie d'intervention de cette dernière dans le débat mondial, souligne-t-on à l'IEPF.

M. J.